



-

Cahier des charges – Marché de Maîtrise d’Œuvre

Réfection globale de la plateforme de manutention de la gare maritime de Port- Joinville



Sommaire

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Article 1.1 – Contexte général du projet	4
Article 1.2 – Objet du marché	4
Article 1.3 – Objet du présent cahier des charges	4
Article 1.4 – Nom de l’opération	5
Article 1.5 – Entité adjudicatrice	5
Article 1.5.1 - Maître d’Ouvrage (MOA)	5
Article 1.5.2 - Assistant à la Maîtrise d’Ouvrage (AMO)	5
Article 1.6 – Budget prévisionnel	5
Article 1.7 – Planning prévisionnel	5
CHAPITRE 2 – DESCRIPTION DU SITE ET DE L’OUVRAGE	6
Article 2.1 – Localisation du projet	6
Article 2.2 – Description de l’ouvrage	7
Article 2.3 – Indications sur l’environnement maritime du site	8
CHAPITRE 3 – PROGRAMME DES TRAVAUX	10
Article 3.1 – Phase 1 (prioritaire) : Sécurisation du site	10
Article 3.2 – Phase 2 : Réfection globale de la plateforme de l’ouvrage	10
Article 3.3 – Phase 3 : Équipements	11
Article 3.4 – Contraintes spécifiques	11
Article 3.4.1 - Accès	11
Article 3.4.2 - Contraintes d’exploitation	11
Article 3.4.3 - Contraintes réglementaires	11
Article 3.4.4 - Contraintes budgétaires	11
CHAPITRE 4 – MISSIONS DE LA MAÎTRISE D’OEUVRE	12
Article 4.1 - Stipulations préliminaires	12
Article 4.2 - Contenu des éléments de mission	12
Article 4.2.1 Phase technique n°1	12
Article 4.2.2 Phase technique n°2	16
Article 4.3 – Missions complémentaires	20
Article 4.3.1 – Investigations complémentaires	20
Article 4.3.2 – Mission SPS	20
Article 4.3.3 – Études réglementaires	20

Article 4.4 – Exigences du MOA	21
Article 4.4.1 – Fournitures des dossiers	21
Article 4.4.2 – Rédaction et diffusion des comptes rendus de réunions	21
Article 4.5 – Réunions en cours d'études.....	21
CHAPITRE 7 – DOCUMENTS REMIS AUX CANDIDATS	22

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 – Contexte général du projet

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Vendée (CCI) assure la gestion de la gare maritime de Port-Joinville, implantée sur l'Île d'Yeu.

Celle-ci fait l'objet d'une activité intense de chargement, de déchargement, de stockage et de transit de tous types de biens matériels nécessaires à la vie insulaire. Ainsi, les structures et notamment les voies de circulation des engins de manutention, sont soumises à rude épreuve.

À la suite d'un état des lieux de la plateforme, réalisé par ACCOAST en 2022, des travaux de reprise des dallages avaient été préconisés afin de sécuriser les déplacements et la manutention.

Pour cela, la CCI Vendée a lancé une opération de travaux de réfection provisoire du dallage, avant la saison estivale 2023.

Face aux dégradations persistantes affectant la qualité et la sécurité de l'exploitation sur site et dans le cadre d'une exploitation à plus long terme, la CCI Vendée souhaite résoudre de manière pérenne les dégradations récurrentes de l'ouvrage.

Article 1.2 – Objet du marché

Le présent marché définit les conditions d'exécution du marché public de services de Maîtrise d'Œuvre pour :

- Élaborer les principes généraux de réfection de la plateforme de la gare maritime de Port-Joinville,
- Définir le programme des éventuelles études complémentaires nécessaires (études techniques, dossiers réglementaires, ...),
- Développer une ou des solutions techniques de réfection du dallage en plateforme de la gare maritime,
- Élaborer un marché de travaux,
- Procéder au suivi des travaux et à leur réception.

Le marché se décompose en deux phases techniques afin de permettre au Maître d'Ouvrage de consolider les hypothèses financières avant de lancer les opérations de travaux.

Article 1.3 – Objet du présent cahier des charges

Le présent CCTP complète et précise contractuellement l'étendue et le contenu de la mission de Maîtrise d'Œuvre, définie en référence aux lois, au livre IV du Code de la Commande Publique (C.C.P.), décrets et arrêtés visés au CCAP, ainsi qu'au CCAG-travaux applicables aux marchés publics de travaux, en ce qu'il définit le rôle du Maître d'Œuvre dans l'exécution des contrats de travaux.

Article 1.4 – Nom de l’opération

La présente opération s’intitule : **Réfection globale de la plateforme de la gare maritime de Port-Joinville.**

Article 1.5 – Entité adjudicatrice

Article 1.5.1 - Maître d’Ouvrage (MOA)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D’INDUSTRIE DE VENDÉE

Contact : Nicolas BERIGAUD - Responsable technique portuaire
Téléphone : 02 51 45 32 71 – 06 99 66 41 83
E-mail : Nicolas.berigaud@vendee.cci.fr

Article 1.5.2 - Assistant à la Maîtrise d’Ouvrage (AMO)

SOCIÉTÉ ACCOAST

Contact : Damien LEVALLOIS - Directeur technique
Téléphone : 02 97 73 88 62 – 06 45 43 76 70
E-mail : Damien.levallois@accoast.fr

Article 1.6 – Budget prévisionnel

L’enveloppe prévisionnelle allouée aux travaux de l’opération est plafonnée à **1,2 Millions € HT.**

Article 1.7 – Planning prévisionnel

En raison de l’attrait touristique du site, les travaux seront impérativement réalisés en dehors de la période estivale.

Compte tenu de la durée escomptée des études de MOE, des délais d’approbation du projet au sein de la MOA et des délais d’instruction propres aux dossiers réglementaires, une réalisation des travaux avant la saison estivale 2025 semble peu probable.

Afin de pallier ces délais, un phasage des travaux pourra être retenu, avec en premier lieu, une mise en sécurité de l’ouvrage pour l’exploitation, puis une poursuite des travaux généraux de réfection à l’issue de celle-ci.

CHAPITRE 2 – DESCRIPTION DU SITE ET DE L'OUVRAGE

Article 2.1 – Localisation du projet

Le projet est situé en région Pays de La Loire, dans le département de la Vendée, à Port-Joinville sur l'Île d'Yeu.

Port-Joinville représente le port d'entrée de l'île et accueille les ferrys provenant du continent. Sa gare maritime permet le chargement, déchargement, stockage et transit de matériels nécessaires à la vie insulaire.



Île Yeu

Port-Joinville et sa gare maritime

Le plan de principe de localisation des principaux désordres est présenté en annexe 1.

Article 2.2 – Description de l'ouvrage

L'analyse des vues aériennes laisse à penser que le môle accueillant le centre de marée a d'abord été construit au milieu des années 1960. Puis une dizaine d'années plus tard, dans les années 1975, le môle de la gare maritime, a vu le jour.



9 mai 1964



10 mai 1967



8 octobre 1977



15 août 1979

Dans sa conception initiale, le môle de la gare maritime est un quai plein constitué d'un enclos vertical en béton armé confinant un remblai interne supportant une dalle en béton armé.

Construit ultérieurement, un quai sur pieux est également présent sur son côté Est.

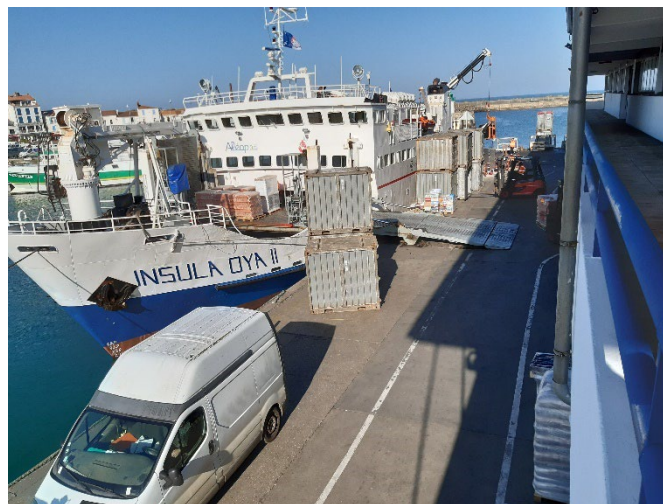
Les travaux envisagés concernent l'ensemble des dallages situés en partie supérieure de la plateforme du môle, soit environ 2600 m² sur le pourtour du bâtiment de la gare.



Enclos initial côté Ouest



Quai sur pieu attendant côté Est



Photographie du dallage en partie supérieure de la plateforme

Article 2.3 – Indications sur l’environnement maritime du site

Le tableau suivant, issu des Références Altimétriques Maritimes établies par le SHOM, donne les hauteurs caractéristiques à prendre en considération.

Marée	Coefficient	Cote marine – Port-Joinville
Plus Haute Mer Astronomique	120	5.81
Pleine Mer de Vives Eaux	95	5,10
Pleine Mer de Mortes Eaux	60	4,10
Niveau Moyen	/	3,12
Basse mer de Mortes Eaux	60	2,00
Basse Mer de Vives Eaux	95	0,80
Plus Basse Mer Astronomique	120	0,09

Par ailleurs, rappelons les points suivants :

- Le **zéro IGN69** se situe à Port-Joinville à la cote marine **+ 2,78 CM**,
- La pression atmosphérique engendre des surcotes et décotes de 1 cm / hPa par rapport à la pression atmosphérique moyenne de 1013 hPa.

Les variations de niveaux de l'ouvrage sont importantes et en relation directe avec le marnage.

Le niveau le plus bas de la plateforme se situe à environ + 3.40 m NGF soit à environ + 6.18 CM.

Les données topographiques du môle sont fournies sur le plan de principe transmis en annexe 1.

CHAPITRE 3 – PROGRAMME DES TRAVAUX

Les opérations décrites dans le présent programme concernent **la réfection globale de la plateforme de manutention de la gare maritime de Port-Joinville** (Cf. Plan de principe des travaux en annexe 1).

Le projet devra satisfaire l'ensemble des besoins immédiats du MOA et le prestataire prendra toutes les dispositions nécessaires afin de conférer à l'ensemble de l'ouvrage un bon état structurel et d'usage. Le prestataire définira, en ce sens, comment améliorer les conditions de sécurité et de service, sur et autour de cet ouvrage, pour une exploitation pérenne et un entretien facilité dans le futur. Ce dernier point sera traité en collaboration directe avec le MOA et les différents acteurs du projet.

Le programme consisterait en :

- Une reprise intégrale des 2 600 m² de dallage en plateforme,
- La mise en place de chasse-roues en périphérie, sur 235 ml, pour la sécurisation de la manutention des chariots en bord à quai,
- La réparation des couronnements dégradés et la mise en place de protection de nez de quai, sur 30 ml,
- L'éventuelle mise en œuvre de marquage au sol, pour identifier les zonages en plateforme.

Article 3.1 – Phase 1 (prioritaire) : Sécurisation du site

Le site de port-Joinville présente un fort attrait touristique et constitue le point d'entrée et permet d'assurer les approvisionnements sur l'île.

La sécurisation de la zone des travaux sera donc primordiale. Notons sur ce point que la délimitation de la zone des travaux devra avant tout permettre la réalisation du projet de réfection dans de bonnes conditions de travail et de sécurité, et que **l'accès et l'exploitation en plateforme devront être préservés** autant que faire se peut (modalités à définir avec le MOA), dans la limite des contraintes opérationnelles.

Au vu des travaux pressentis et des moyens qui pourront être mis en œuvre sur site, des mesures de sécurisation préliminaires seront nécessaires pour assurer la sécurité du chantier. Il pourra notamment s'agir de mesures de dispositions de chantier spécifiques (contraintes d'accès, moyens utilisés, phasage, ...).

Article 3.2 – Phase 2 : Réfection globale de la plateforme de l'ouvrage

Il conviendra de proposer des solutions techniques adaptées pour permettre la réfection globale de la plateforme de manutention et sa pérennisation sur le long terme.

Lors de l'état des lieux réalisé en 2022, les désordres recensés en plateforme étaient essentiellement des fracturations. Celles-ci sont principalement localisées en bordures et en angles des éléments des dalles et à proximité des tampons et des accessoires intégrés aux différents réseaux. Il a également été observé un pianotage du dallage qui, lui, serait lié au développement du réseau racinaire. (Cf. rapport d'investigation en annexe 2).

Il n'a pas été constaté de pathologie spécifique, liée à la qualité des matériaux, que ce soit au niveau du béton ou du remblai sous-jacent. Ainsi, la problématique est davantage liée à la conception même du dallage et aux nombreuses interventions ayant contribué à fractionner la zone de roulement.

À ce stade, les actions retenues et à mettre en œuvre seraient les suivantes :

- Démolition des dallages existants,
- Préparation de la couche de forme,
- Mise en place d'un enrobé percolé ou de dalles coulées en place ou préfabriquées.

Article 3.3 – Phase 3 : Équipements

Concernant les équipements, la mise en place de chasse-roues en périphérie de la plateforme permettra de sécuriser les opérations des caristes en bord à quai.

De plus, l'installation de protection de nez de quai assurera la protection du couronnement, localement dégradé.

Un marquage au sol pourrait être mis en œuvre pour matérialiser un zonage en plateforme.

Article 3.4 – Contraintes spécifiques

Article 3.4.1 - Accès

L'accès au môle central ne présente pas de problème particulier pour un véhicule/engin.

Une autorisation d'accès sera délivrée par le MOA pour la durée du chantier.

L'accès piétonnier est libre en permanence.

Une voie de chantier sera matérialisée sur le môle et des passages pour les visiteurs seront matérialisés au sol.

Les limitations de gabarits dépendent directement de l'espace disponible à la manœuvre sur le môle, les limitations de charges restent-elles, à définir dans le cadre du projet de MOE.

Article 3.4.2 - Contraintes d'exploitation

Le MOE prendra toutes les dispositions nécessaires afin que les travaux aient un minimum d'impact sur les activités et l'exploitation de la zone.

Article 3.4.3 - Contraintes réglementaires

Le MOE aura en charge l'identification et l'accompagnement du MOA pour l'ensemble des démarches administratives et réglementaires inhérentes à ce type de travaux.

Article 3.4.4 - Contraintes budgétaires

Pour rappel, l'enveloppe prévisionnelle allouée aux travaux est indiquée à l'**article 1.6.**

CHAPITRE 4 – MISSIONS DE LA MAÎTRISE D'OEUVRE

Article 4.1 - Stipulations préliminaires

La liste des documents à produire dans le cadre de la mission de Maîtrise d'Œuvre est un minimum contractuel. Le candidat proposera dans son offre la liste des documents qu'il lui apparaît pertinent de fournir pour la bonne réalisation des éléments de mission.

De manière générale dans le cadre du présent cahier des charges, le candidat proposera la méthodologie qui lui semble la plus à même d'assurer de manière optimisée les missions à réaliser (ordonnancement des missions à accomplir, études complémentaires nécessaires à mener, livrables complémentaires à prévoir, ...).

Au cours de la mission, le prestataire devra également soumettre à l'acceptation du Maître d'Ouvrage toutes les dispositions techniques qui ne font pas l'objet de stipulations dans le présent marché. Ces dispositions ne pourront pas être contraires aux règles de l'art ni être susceptibles de réduire la qualité des prestations demandées. Ces dispositions devront être assorties des justifications correspondantes.

Article 4.2 - Contenu des éléments de mission

La mission de Maîtrise d'Œuvre sera conforme au Code de la commande publique - Livre IV relatif à la Maîtrise d'Ouvrage Publique et à ses rapports avec la Maîtrise d'Œuvre Privée.

Le contenu de la mission est défini par les articles L2431-2, L2431-3 et R2431-1 à R2431-36 du Code de la commande publique.

Les modalités techniques d'exécution des éléments de Maîtrise d'Œuvre seront conformes à l'arrêté du 22 mars 2019 - annexe III.

Comme cela a été mentionné en préambule, le marché se décompose deux phases techniques dont les contenus respectifs sont détaillés ci-après.

Article 4.2.1 Phase technique n°1

Études de diagnostic (DIA)

Les études de diagnostic permettent de renseigner le Maître d'Ouvrage sur l'état de l'ouvrage et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet de :

- Explorer les différentes solutions envisageables et en proposer une ou plusieurs traduisant les éléments majeurs du besoin exprimé au présent CCTP ; en présenter les dispositions générales techniques envisagées ; en indiquant les délais de réalisation,
- Vérifier la compatibilité de la ou des solutions préconisées avec la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le Maître d'Ouvrage et affectée aux travaux,
- Vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes de l'opération et du site et identifier les éventuelles études complémentaires nécessaires (ex. : géologiques et géotechniques, environnementales ou urbaines).

- Prendre en considération les éventuelles contraintes réglementaires devant être respectées (dossier de permis de construire / de démolir, dossier loi sur l'eau...).

➤ Le dossier de diagnostic sera constitué à minima de :

- 1. **Dossier technique** de l'ouvrage comportant :
 - Une notice présentant la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes,
 - La présentation des solutions envisageables et des éventuelles études complémentaires à mener,
 - L'ensemble des comptes-rendus de réunions avec le Maître d'Ouvrage.
- 2. **Dossier graphique** des plans et des coupes de l'avant-projet, en distinguant :
 - Les plans masse de l'ouvrage et les plans de détails.

Études d'avant-projet (AVP)

Les études d'avant-projet sont fondées sur le programme décrit précédemment par le MOA, complété ou approfondi avec la Maîtrise d'Œuvre. Elles intègrent les études réglementaires et ont pour objet de :

- Proposer une ou plusieurs solutions prenant en compte, le cas échéant, les études déjà effectuées,
- Préciser les principales caractéristiques de chacune de ces solutions, contrôler les relations fonctionnelles de tous les éléments majeurs du programme,
- Vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité,
- Apprécier, le cas échéant, la volumétrie et l'aspect extérieur des ouvrages,
- Proposer un calendrier de réalisation, le cas échéant, une décomposition en tranches de réalisation, signaler les aléas de réalisation normalement prévisibles, notamment en ce qui concerne le sous-sol et les réseaux, et préciser la durée de cette réalisation,
- Permettre au MOA de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme ainsi que certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance, d'en fixer les tranches de réalisation et de déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers,
- Établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux, et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées,
- Permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de Maîtrise d'Œuvre.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers à déposer, le cas échéant, en vue de l'obtention du permis de construire et autres autorisations administratives nécessaires et qui relèvent de la compétence de la Maîtrise d'Œuvre au cours de leur instruction.

Dans le cadre de ces études d'AVP, des réunions de concertation sont organisées avec le Maître d'Ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées.

La rémunération provisoire du Maître d'Œuvre devient définitive à la conclusion de l'avenant validant l'engagement du Maître d'Œuvre sur le coût prévisionnel des travaux après l'acceptation par le Maître d'Ouvrage de l'AVP.

- Le dossier d'avant-projet sera constitué à minima de :
 - 1. **Dossier technique** de l'ouvrage comportant :
 - Une notice présentant les choix techniques de l'ouvrage,
 - La justification des conformités réglementaires de l'ouvrage,
 - La justification des choix faits en réponse au programme,
 - Les notes de dimensionnement permettant de justifier les caractéristiques géométriques et fonctionnelles de l'ouvrage,
 - Le cahier des charges des études complémentaires à engager pour préciser les inconnues et/ou aléas,
 - L'ensemble des comptes-rendus de réunions avec le Maître d'Ouvrage.
 - 2. **Dossier graphique** des plans et des coupes de l'avant-projet, en distinguant :
 - Les plans masse de l'ouvrage et les plans de détails,
 - Les élévations et coupes principales permettant de définir les structures de l'ouvrage.
 - 3. **Dossier des estimations**, comprenant :
 - Un métré sommaire par parties principales d'ouvrages,
 - Une estimation décomposée suivant les types d'ouvrages.

Études de projet (PRO)

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le Maître d'Ouvrage et sur les prescriptions de celui-ci, découlant des procédures réglementaires, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre,
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques,
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages,
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- Vérifier, au moyen de notes de calculs appropriées, que la stabilité et la résistance des ouvrages sont assurées dans les conditions d'exploitation auxquelles ils pourront être soumis,

- Établir un descriptif à jour des processus d'entretien et maintenance des installations majeures et des équipements,
 - Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés en éléments techniquement homogènes,
 - Permettre au Maître d'Ouvrage, d'arrêter le coût prévisionnel de la solution d'ensemble ou, le cas échéant, de chaque tranche de réalisation, et d'évaluer les coûts d'exploitation et de maintenance,
 - Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.
- Le dossier de projet sera constitué à minima de :
- 1. Dossier technique de l'ouvrage comportant :
 - La description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant, le cas échéant, les limites de prestations entre les différents lots,
 - La présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant métré sur la base duquel il a été établi,
 - Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE,
 - Les comptes-rendus de réunions avec le Maître d'Ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.
 - 2. Dossier graphique des plans et coupes, en distinguant :
 - Un plan général d'implantation de l'ouvrage, de détermination des caractéristiques géométriques de celui-ci, permettant précisément de visualiser les emprises. Ce plan contiendra l'ensemble des axes précis et la définition de l'ensemble des élévations et coupes particulières de l'ouvrage,
 - L'ensemble des plans et coupes de détails,
 - Le plan de principe d'installation et d'accès de chantier.
 - 3. Dossier des estimations, comprenant :
 - Un métré détaillé par parties d'ouvrages,
 - Une estimation décomposée suivant les types d'ouvrages.

Assistance pour la passation des marchés de travaux comprenant le DCE (AMT-DCE)

L'assistance apportée au Maître d'Ouvrage pour la consultation des entreprises, sur la base des études qu'il a approuvé, a pour objet dans un premier temps de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la Maîtrise d'Œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le Maître d'Ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale,

➤ Documents à remettre au Maître d’Ouvrage :

➤ Élaboration du DCE – Dossier de consultation des entreprises

Le DCE est élaboré par le Maître d’Œuvre (hors CCAP, RC et AE à la charge du Maître d’Ouvrage) en fonction des options prises par le Maître d’Ouvrage pour le mode de dévolution des contrats de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il tient compte du niveau de conception choisi par le Maître d’Ouvrage pour lancer la consultation (AVP, PRO ou EXE).

Le Maître d’Œuvre propose au Maître d’Ouvrage des adaptations du CCAP (cahiers des clauses administratives particulières), de l’acte d’engagement et du règlement de consultation, fournis par le Maître d’Ouvrage, qui lui semble nécessaires pour tenir compte des particularités de l’opération.

Le Maître d’Œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu’il a élaborées ou qui ont été fournies par le Maître d’Ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :

- Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités) établis par le Maître d’Œuvre,
- Les éventuels autres documents produits soit par le Maître d’Ouvrage soit par les autres intervenants (notamment le PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondage des sols, diagnostics divers, prescription des concessionnaires, etc.).

Il est précisé que le Maître d’Œuvre rédigera autant de CCTP et pièces financières que de lots travaux.

Article 4.2.2 Phase technique n°2

Assistance pour la passation des marchés de travaux comprenant le RAO (AMT-RAO)

L’assistance apportée au Maître d’Ouvrage pour la consultation des entreprises, sur la base des études qu’il a approuvé, a pour objet dans un second temps de :

- Préparer, s’il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues,
- Analyser les offres des entreprises et, s’il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s’assurant qu’elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu’elles ne comportent pas d’omissions, d’erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l’art et établir un rapport d’analyse comparative proposant les offres susceptibles d’être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation. La partie financière de l’analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux,
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le Maître d’Ouvrage.

➤ Documents à remettre au Maître d'Ouvrage :

➤ Consultation des entreprises

En phase de consultation des entreprises, le Maître d'Œuvre aura en charge de :

- Proposer au Maître d'Ouvrage des critères de sélection, de qualification et de jugement des offres à utiliser pour une mise en concurrence,
- Établir un rapport d'analyse des candidatures et proposition de sélection au Maître d'Ouvrage,
- Le cas échéant, répondre aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le Maître d'Ouvrage,
- Établir un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes. Dans le cas où des variantes, acceptées par le Maître d'Ouvrage, remettent en cause la conception de la Maîtrise d'Œuvre, la reprise des études donnera lieu à une rémunération supplémentaire,
- Proposer une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (mieux disantes).

Il est précisé que le Maître d'Œuvre réalisera l'analyse de l'ensemble des contrats de travaux en cas de dévolution par lot. De plus, dans le cas où un ou plusieurs lots feraient l'objet d'une déclaration d'infructuosité, le Maître d'Œuvre devra réaliser l'analyse du ou des lots relancés.

La présence aux réunions de la commission d'attribution fait partie de la mission.

➤ Mise au point des contrats de travaux

Le Maître d'Œuvre met au point les pièces constitutives du contrat en vue de sa signature par le Maître d'Ouvrage et l'entrepreneur.

Si la consultation est déclarée infructueuse, le Maître d'Œuvre propose un dossier de consultation modifié. Il peut donc comporter une reprise des études de projet pour les adapter au coût prévisionnel validé par le Maître d'Ouvrage.

Examen de la conformité (VISA)

Les prestations à fournir par le Maître d'Œuvre dans le cadre de cette mission sont les suivantes :

- Contrôler l'organisation des études des entreprises et le calendrier correspondant,
- S'assurer que les plans d'exécution, schémas et dessins sont complets et précis,
- S'assurer que les documents d'exécution sont conformes au projet de conception accepté, au permis de construire accordé et aux contrats de travaux signés, en conséquence, le Maître d'Œuvre vise les documents d'exécution,
- Dans le cas de travaux dévolus à un groupement d'entreprises et que la totalité de l'établissement des documents d'exécution est à la charge des entreprises, il appartiendra au Maître d'Œuvre de vérifier les plans de synthèse,
- Exiger des entreprises la confirmation qu'elles ont obtenu les accords des concessionnaires,
- S'assurer que les observations formulées par le contrôleur technique sont respectées par les entreprises, après une mise au point éventuelle avec la Maîtrise d'Œuvre.

Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux qui a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes auxdits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction décelable par un homme de l'art,
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un,
- Délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier,
- Informer systématiquement le Maître d'Ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables,
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général,
- Donner un avis au Maître d'Ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le Maître d'Ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises,
- Établissement et levée des points d'arrêt,
- Passage sur site en sus des réunions.

➤ Tâches à effectuer :

➤ Direction des travaux :

- Organisation et direction des réunions de chantier,
- Établissement et diffusion des comptes rendus,
- Établissement des ordres de service,
- État d'avancement général des travaux à partir du planning général,
- Information du Maître d'Ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.

➤ Contrôle de la conformité de la réalisation :

- Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats,
- Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats,
- Établissement de comptes rendus d'observation,
- Synthèse des choix de matériaux, échantillons ou coloris à valider par le Maître d'Ouvrage.

➤ Gestion financière :

- Vérification des décomptes mensuels et finaux,
- Établissement des états d'acompte,

- Examen des devis de travaux complémentaires,
- Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final,
- Établissement du décompte général.

Assistance aux opérations de réception (AOR)

L'assistance apportée au Maître d'Ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet de :

- Organiser les opérations préalables à la réception des travaux,
- Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- Procéder à l'examen des désordres signalés par le Maître d'Ouvrage,
- Constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

➤ Prestations confiées et documents à remettre au Maître d'Ouvrage :

➤ Au cours des opérations préalables à la réception :

Le Maître d'Œuvre valide par sondage les performances des installations, organise les réunions de contrôle de conformité, établit par corps d'état ou par lot la liste des réserves, propose au Maître d'Ouvrage la réception.

➤ État des réserves et suivi :

Le Maître d'Œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

➤ Dossier des ouvrages exécutés :

Le Maître d'Œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du Maître d'Œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entreprise ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

➤ Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement :

Le Maître d'Œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le Maître d'Ouvrage.

Article 4.3 – Missions complémentaires

Article 4.3.1 – Investigations complémentaires

Dans son offre, le candidat précisera s'il dispose de l'ensemble des éléments techniques lui permettant de mener à bien ses missions, ou si des investigations complémentaires devront être menées en amont et/ou pendant les différentes missions.

Il peut s'agir de relevés topographiques, de recherches de réseaux existants, d'investigations géotechniques supplémentaires, d'investigations structurelles. Cette liste n'est pas exhaustive.

Si tel est le cas, le candidat précisera :

- La nature des investigations à mener,
- Le coût estimatif de ces investigations,
- La prise en charge ou non de ces investigations dans son offre.

Article 4.3.2 – Mission SPS

Le cas échéant, le contenu et le prestataire de la mission SPS seront à définir par le Maître d'Ouvrage en phase d'AVP.

Article 4.3.3 – Études réglementaires

En première approche, les dossiers réglementaires à produire au titre du Code de l'Environnement seraient alors :

- **Dossier au titre de la loi sur l'eau**

Compte tenu de la proximité du projet avec le milieu marin et en vertu de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et des décrets d'application n° 2006-880 et n° 2006-881 du 17 juillet 2006, relatifs :

- Aux procédures de déclaration et d'autorisation,
- À la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou à autorisation,

Intégré dans le code de l'environnement (articles L.122-1, L.122-3 et 4 ; L.123-1 et R.123-1), le projet de réfection globale de la plateforme, entre dans la rubrique 4.1.2.0 de la nomenclature définie par le décret n° 2006-881 précité :

« Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu :

- D'un montant supérieur ou égal à 1 900 000 euros (A) ;
- D'un montant supérieur ou égal à 160 000 euros, mais inférieur à 1 900 000 euros (D). »

Dans la mesure où les travaux projetés sont d'un montant prévisionnel estimé inférieur au seuil de 1 900 000 € TTC, ils relèvent d'un dossier de déclaration.

- **Évaluation des incidences sur les sites Natura 2000**

Le quai de la gare maritime de Port-Joinville est situé à environ 300 m d'un site Natura 2000. Le projet étant soumis à un dossier loi sur l'eau, il doit faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 (articles R.414-19-4 ° et R.414-21 du Code de l'environnement).

- **Déclaration préalable : Espace Naturel - site inscrit**

L'article R.341-9 stipule qu'une « déclaration préalable prévue au quatrième alinéa de l'article L.314-1 est adressée au préfet de département, qui recueille l'avis de l'architecte des Bâtiments de France sur le projet » avant toutes modifications de l'état ou de l'aspect d'un site inscrit ou classé.

L'ensemble de l'île étant concernée par ce cadre réglementaire, l'avis de l'ABF devra être recueilli.

Article 4.4 – Exigences du MOA

Les documents à fournir seront conformes à ceux énumérés par l'arrêté du 22 mars 2019 du Code la commande publique pour les différents éléments de mission.

Article 4.4.1 – Fournitures des dossiers

Au cours des différentes missions de Maîtrise d'Œuvre, tous les dossiers remis au Maître d'Ouvrage, dans le cadre des opérations de vérification des prestations, seront fournis :

- En 1 exemplaire papier pour l'examen des dossiers en réunion ainsi qu'un dossier supplémentaire au format informatique : textes (Word), dessins, plans (dwg et pdf), images (jpg) et autres documents (pdf),
- En 2 exemplaires papier dont un reproductible pour les dossiers définitifs ainsi qu'un dossier supplémentaire au format informatique : textes (word), dessins, plans (dwg et pdf), images (jpg) et autres documents (pdf).

Article 4.4.2 – Rédaction et diffusion des comptes rendus de réunions

Le MOE est tenu de rédiger les comptes rendus des réunions relatives aux missions qui lui sont confiées et de les transmettre dans les trois jours qui suivent leur déroulement, au MOA, qui en assurera la diffusion.

Article 4.5 – Réunions en cours d'études

Une réunion est prévue au démarrage de la mission. Sa date sera fixée par le MOA et communiquée au titulaire du marché par un ordre de service. Ensuite, il sera programmé une réunion de présentation à l'issue de chaque élément de mission.

Ces réunions font partie intégrante de l'étude demandée au titre de l'élaboration du dossier et du prix forfaitaire de celui-ci.

Les réunions se tiendront au sein des bureaux de la CCI Vendée.

CHAPITRE 7 – DOCUMENTS REMIS AUX CANDIDATS

Annexe 1 : Plan de principe de localisation des principaux de désordres – ACCOAST – 03/03/2023

Annexe 2 : Rapport d’investigation : avis technique sur le dallage béton de la gare maritime de Port-Joinville – ACCOAST – 20/10/2022